



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la Savoie
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

COMMUNE DE @
VILLAROGGER

Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles

1.1 Note de présentation générale Généralités - Enjeux - Zonage

NB : Cette note est complétée par la note de présentation détaillée des aléas.

Version du 10 mai 2019

PPR Approuvé le

Sommaire

1	Contenu du PPR.....	2
2	Le périmètre d'étude.....	2
3	Les phénomènes - l'aléa.....	3
	Nature des phénomènes et stratégies de protection	3
	les écoulements de surface.....	3
	les mouvements gravitaires avec déformations du sol.....	3
	Certains phénomènes combinent écoulement et déformation :	3
4	Les enjeux	4
	4.1 méthodologie.....	4
	4.2 zone urbanisées –dents creuses	5
	4.3 projets pris en compte (urbanisation future) –	5
	4.4 autres occupations du sol	5
5	Le zonage et le règlement	6
	5.1 Bases légales	6
	5.2 Le zonage réglementaire	7
	5.3– Plans de zonage.....	9
	5.4 Le règlement.....	9
6	Mode d'emploi du PPR.....	10

1 Contenu du PPR

L'article R562-3 stipule que le dossier de projet de PPR comprend :

- 1° - une **note de présentation** indiquant le secteur géographique concerné, la nature des phénomènes naturels pris en compte et leurs conséquences possibles compte tenu de l'état des connaissances ;
 - 2° - un ou plusieurs **documents graphiques** délimitant les zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L 562-1 ;
 - 3°- un **règlement** [...].

Ces trois documents constituent les pièces du dossier réglementaire :

La note de présentation, présent document, a pour but d'expliciter, de justifier :

- le plan de zonage, qui définit les secteurs soumis à réglementation.
- et le règlement

Outre ces pièces réglementaires, le PPR contient des **documents facilitant la compréhension** du dossier et permettant de mieux appréhender la démarche qui aboutit au plan de zonage réglementaire (voir sommaire du PPR)

2 Le périmètre d'étude

Le périmètre d'étude comprend le périmètre de prescription couvrant l'ensemble des zones d'enjeux pré-identifiés en lien avec la commune, et englobe l'emprise depuis leur origine de tous les aléas qui peuvent impacter ces enjeux.

Le périmètre d'étude est reporté dans la note de présentation détaillée des aléas.

3 Les phénomènes - l'aléa

Nature des phénomènes et stratégies de protection

Les phénomènes naturels sont regroupés en fonction des stratégies à mettre en œuvre pour s'en protéger, qui se traduisent par des prescriptions et/ou des recommandations. On distingue :

les écoulements de surface

A= Avalanches,

P = chutes de Pierres et de blocs,

I = Inondation (de vallée ou de plaine)

Il s'agit d'écoulement de matière ou de matériaux se déplaçant **sur** le terrain. Pour se protéger de ces phénomènes, l'aménagement spécifique des façades exposées et le renforcement des structures permettent au bâti de résister aux pressions exercées.

Cependant, afin de prendre en compte, sur une même zone, des phénomènes ayant des directions différentes de propagation, chacun de ces phénomènes pourra renvoyer à des fiches différentes du règlement.

les mouvements gravitaires avec déformations du sol

Phénomènes concernés :

E= effondrements et F= affaissements,

G = Glissements de terrain

Dans ce cas, c'est le terrain lui-même qui est concerné.

Pour se protéger de ces phénomènes, un renforcement des fondations et des structures permet d'éviter les désordres (jusqu'à certaines limites). Des études géotechniques de stabilité sont donc préconisées.

Certains phénomènes combinent écoulement et déformation :

T = crues ou laves Torrentielles, Coulées boueuses, érosions de berges

R = Ruissellement - Ravinements,

L'ensemble de ces phénomènes sont regroupés dans une stratégie de façades étanches et de fondations renforcées

La description de ces phénomènes sur la commune est développée dans la note de présentation détaillée des aléas (pièce 1.2)

Sur la base des phénomènes décrits, il est déterminé un aléa de référence qui correspond au scénario retenu pour le zonage du PPR.

En résumé :

Phénomènes	Zonage	Stratégie de prévention / protection
Avalanches	A	renforcement des façades –pression d'impact
chutes de Pierres	P	renforcement des façades – énergie d'impact
Inondation	I	surélévation des planchers et des ouvertures
E= effondrements F= affaissements, G = Glissements de terrain	G	étude géotechnique de stabilité
T = crues ou Laves Torrentielles, Coulées boueuses R = Ruissellement - Ravinements	T	façades étanches et renforcées, fondations renforcées

4 Les enjeux

4.1 méthodologie

(extraits du guide général PPR 2017)

Les enjeux sont les personnes, les biens, les activités, les moyens, le patrimoine... susceptibles d'être affectés par les aléas retenus dans le PPRN.

L'analyse des enjeux sera adaptée au contexte local, à la complexité du territoire et aux moyens mobilisables.

L'analyse consiste à caractériser différents types d'occupation du sol, les pôles structurants les zones de développement futur...

On distingue :

Les espaces urbanisés

définis par référence aux dispositions de l'article L. 111-3 du code de l'urbanisme, en fonction de la réalité physique constatée et non en fonction d'un zonage PLU, ce qui conduit à exclure les zones dites urbanisables. Les opérations déjà autorisées seront prises en compte, après avoir examiné les possibilités de diminuer leur vulnérabilité.

Des espaces naturels, agricoles, forestiers, peuvent jouer un rôle dans la dynamique des phénomènes tels que les zones d'expansion des crues pour les inondations, les zones d'atterrissement pour les crues torrentielles, le maintien d'une forêt pour retenir un manteau neigeux ou des chutes de blocs... Ces espaces qui doivent être spécifiquement identifiés, peuvent donner lieu à une réglementation adaptée.

Les projets d'aménagement doivent être recensés et discutés avec les collectivités, afin de vérifier leur cohérence vis-à-vis de l'exposition possible aux risques.

Les infrastructures et équipements particuliers peuvent faire l'objet d'une vulnérabilité propre et de prescriptions spécifiques. Ce sont par exemple :

- les établissements sensibles ou difficilement évacuables : crèches, écoles, hôpitaux, maisons de retraite, centres pénitentiaires ;
- les équipements nécessaires à la gestion de crise : centres de secours, gendarmerie, police, services techniques... ;
- les équipements collectifs ou espaces publics ouverts : ils regroupent ponctuellement ou périodiquement en un point donné du territoire un nombre important de personnes dont les conditions d'évacuation ou de mise en sécurité doivent être étudiées ;
- les campings et l'hôtellerie de plein air.
- les infrastructures de transport essentielles pour assurer la desserte du territoire à la fois pour l'évacuation des personnes et l'acheminement des secours.
- les réseaux et équipements sensibles : réseaux aériens ou enterrés, stations de traitement des eaux usées, installations d'alimentation en eau potable...

L'étude des **autres éléments de contexte** permet d'approfondir le fonctionnement et les évolutions du territoire. Ce sont par exemple :

- les alternatives d'urbanisation ;
- les dents creuses, espaces non construits entourés de parcelles bâties.

L'évaluation des enjeux doit rester globale et qualitative, à l'image des études techniques.

L'élaboration de la cartographie des enjeux s'appuie sur la concertation avec l'ensemble des acteurs.

La carte des enjeux donne la synthèse des enjeux précédemment décrits en identifiant –sur les plans du zonage- les contours des zones dites urbanisées au sens du PPR.

4.2 zone urbanisées –dents creuses

Le contour des zones urbanisées existantes est matérialisé sur les plans de zonage, en englobant les dents creuses et les opérations déjà autorisées.

4.3 projets pris en compte (urbanisation future) –

Les projets suivants ont été intégrés aux zone d'enjeux compte tenu de la justification de leur caractère stratégique :

Il s'agit notamment de **zones de densification** de l'urbanisation, rendue incontournable notamment du fait de la loi montagne et de la pénurie de terrains propices à la construction. Ces zones sont déjà partiellement urbanisées, ou en continuité de l'urbanisation, notamment au chef-lieu et à La Savinaz.

A la Gurraz et à la Savinaz, certaines zones d'extension d'urbanisation prévue au PLU n'ont pas été prises en compte au titre du PPR. Ceci n'exclut pas leur urbanisation pour leurs parties non exposées aux aléas, ou exposées à un niveau faible d'aléa. Leur urbanisation sera par contre interdite en niveau moyen ou fort d'aléa.

Hormis ces zones de densification, **deux projets spécifiques** ont été pris en compte :

- Autour de la salle communale, projet de zone d'activité économique. Le plan masse de l'aménagement d'ensemble prend en compte l'impossibilité de construire en zone d'aléa fort de chute de pierres.
- Au hameau du Pré, projet d'hébergement touristique structurant, identifié 1 AUt au PLU, à proximité immédiate des départs de remontées mécaniques. Ce projet fait l'objet d'une note de présentation spécifique **en annexe**. Il est en partie situé en zone d'aléa faible d'avalanche et en aléa faible torrentiel. Le projet respectera une bande non aedificandi de part et d'autre des berges du torrent (zone d'aléa moyen)

Les projets devront prendre en compte l'ensemble des mesures de prévention prévues dans le règlement.

4.4 autres occupations du sol

Camping

-pas d'établissement recensé

Etablissements sensibles Gestion de crise

-pas d'établissement recensé, hormis la mairie et le garage communal

5 Le zonage et le règlement

Extrait du guide général PPR 2017

Le zonage réglementaire

Il conviendra de préciser :

- les principes fondamentaux définis par l'article L. 562-1 du code de l'environnement ayant présidé à la délimitation du zonage ;
- les éventuelles adaptations issues de la concertation avec les collectivités pour tenir compte des spécificités locales ;
- l'objectif général de prévention visé pour chaque zone ;
- les clés de lecture du plan de zonage réglementaire : légende, mode de représentation choisi, type de fond de plan, etc.

5.1 Bases légales

La nature des mesures réglementaires applicables est définie par les articles R562-3 à 5 du Code de l'Environnement :

Article R562-3 : Le projet de PPR comprend : [...]

2° un ou plusieurs documents graphiques délimitant les zones exposées aux risques ...;

3° un règlement précisant, en tant que de besoin :

- les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables dans chacune de ces zones en vertu du 1° et du 2° de l'article L. 562-1 ;
- les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde mentionnées au 3° du II de l'article L. 562-1 et les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan, mentionnées au 4° de ce même II. Le règlement mentionne, le cas échéant, celles de ces mesures dont la mise en œuvre est obligatoire et le délai fixé pour leur mise en œuvre.

Article R562-4 :

- I. En application du 3° de l'article L. 562-1, le PPR peut notamment :
 - définir des règles relatives aux réseaux et infrastructures publics desservant son secteur d'application et visant à faciliter les éventuelles mesures d'évacuation ou l'intervention des secours ;
 - prescrire aux particuliers ou à leurs groupements la réalisation de travaux contribuant à la prévention des risques et leur confier la gestion de dispositifs de prévention des risques ou d'intervention en cas de survenance des phénomènes considérés ;
 - subordonner la réalisation de constructions ou d'aménagements nouveaux à la constitution d'associations syndicales chargées de certains travaux nécessaires à la prévention des risques, notamment l'entretien des espaces et, le cas échéant, la réalisation ou l'acquisition, la gestion et le maintien en condition d'ouvrages ou de matériels.
- II. Le PPR indique si la réalisation de ces mesures est rendue obligatoire et, si oui, dans quel délai.

Article R562-5 :

- I. En application du 4° du II de l'article L. 562-1, pour les constructions, ouvrages, espaces mis en culture ou plantés, existants à la date d'approbation, le PPR peut définir des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.
- Toutefois, le PPR ne peut pas interdire les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du PPR ou, le cas échéant, à la publication de l'arrêté mentionné à l'article 6 ci-dessous, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, sauf s'ils augmentent les risques ou en créent de nouveaux, ou conduisent à une augmentation de la population exposée.
- II. Les mesures prévues au I peuvent être rendues obligatoires dans un délai de cinq ans, pouvant être réduit en cas d'urgence.
- III. En outre, les travaux de prévention imposés à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant l'approbation du PPR et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan.

D'une manière générale, les prescriptions du règlement portent sur des mesures simples de protection vis-à-vis du bâti existant ou futur et sur une meilleure gestion du milieu naturel.

Aussi, il est rappelé (article 7 du règlement) l'obligation d'entretien faite aux riverains de cours d'eau, définie à l'article L 215-14 du Code de l'Environnement :

« (...) **le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau.** L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique (...) notamment **par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives.** »

Enfin, il est nécessaire de préserver libres d'obstacles des espaces **de part et d'autres des berges** des cours d'eau, notamment pour permettre aux engins d'accéder au lit du cours d'eau pour l'entretien, mais aussi pour garantir **un espace de respiration** du cours d'eau. (article 8 du règlement)

De plus, l'article 640 du Code Civil précise que :

- « les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué,
- le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement,
- le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. »

5.2 Le zonage réglementaire

Le zonage réglementaire a pour **objet** de délimiter les zones à l'intérieur desquelles les risques sont jugés homogènes. Le classement des zones de risques résulte du croisement des aléas et des enjeux.

Le zonage réglementaire distingue notamment :

- Des zones **rouges** (R) : zones inconstructibles,
- Des zones **bleues** (B) : zones constructibles sous conditions,

En dehors des zones définies ci-dessus, le risque normalement prévisible est nul jusqu'au niveau d'aléa de référence retenu. Il s'agit des zones **blanches**. Elles ne sont pas soumises à une réglementation spécifique mais les prescriptions générales du règlement s'y appliquent.

Les limites des zones réglementaires s'appuient sur les limites des zones d'aléas.

L'élaboration des plans de zonage est basée sur les **principes** suivants :

- interdiction de nouvelles implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où la sécurité des personnes ne peut être garantie :
 - zones d'aléa fort des différents phénomènes étudiés en raison de leur intensité (hauteur d'eau ou de neige, vitesse d'écoulement, énergie ou ampleur des écoulements), zones de préservation des capacités d'écoulement et d'expansion des phénomènes (crues, avalanches...) permet de ne pas aggraver les risques pour les zones situées à proximité.
 - zones à proximité des digues (bandes de sécurité), ;
 - zones non urbanisées où l'urbanisation créerait de nouveaux risques
- autorisation sous conditions des nouvelles implantations humaines dans les zones les moins exposées.

Le respect de ces principes doit permettre de garantir l'objectif de préservation des vies humaines, de limitation des dommages sur les biens et de réduction des coûts liés aux aléas naturels.

La transcription des principes du zonage est représentée dans le tableau page suivante :

Le zonage est établi par croisement entre le niveau d'aléa et la présence ou l'absence d'enjeux.
Attention, la superposition de plusieurs phénomènes sur une zone peut entraîner un classement plus restrictif.

Aléa	zone non urbanisée	zone urbanisée et zones d'enjeux
Fort	Non constructible	Pas de nouvelle construction
Moyen	Non constructible (1)	Constructible avec prescriptions (3)
faible	Non constructible pour Inondation (2)	Constructible avec prescriptions et/ou recommandations
Exceptionnel	Constructible sans mesure spécifique, sauf réglementation des équipements nécessaires à la gestion de crise et des ERP avec hébergement	
Aléa nul ou négligeable	Constructible sans mesure spécifique Les zones « blanches », sans aléas sont constructibles sans mesure spécifique, mais néanmoins soumises à un certain nombre de mesures d'ordre général. en particulier dans le cas d'accès exposé aux aléas, ou lorsque la zone est protégée par un ouvrage (figuré hachuré).	
Forêt de protection : Sylviculture adaptée		

En **zone non urbanisée**, un aléa moyen ou fort se traduit par une **règle d'inconstructibilité**.

- (1) Cette règle peut souffrir des exceptions en zone d'aléa moyen dans certains cas particuliers de phénomène lents ne mettant pas les vies humaines en danger pour lesquels des parades constructives existent, tels que les glissements de terrains.
- (2) En aléa faible inondation, la règle est l'inconstructibilité car la préservation des capacités d'écoulement et d'expansion des crues permet de ne pas aggraver les risques pour les zones situées à proximité.

En **zone urbanisée**, la règle d'interdiction des nouvelles constructions s'applique en aléa fort, mais il est possible de poursuivre l'urbanisation en aléa moyen.

- (3) Les chutes de blocs sont considérées comme des phénomènes difficilement prédictibles et soudains. Une alerte et une évacuation ou un confinement temporaire sont généralement impossibles. La mise en sécurité des personnes ne peut donc être garantie en cas de survenance de ces phénomènes. Ainsi, les aléas de chutes de blocs d'intensité moyenne et d'occurrence non rares (P2+ et P2++) sont surclassés en niveau d'aléa fort (inconstructible). Les aléas d'intensité moyenne mais rares (P2) restent constructibles, car la probabilité d'atteinte d'un individu par un bloc est jugée négligeable et la zone peut rester constructible

Des éléments complémentaires sont disponibles sur <http://www.mementodumaire.net/dispositions-generales-2/amenagement-durable-du-territoire/dga2-la-translation-des-aleas-en-zonage-reglementaire/>

Les prescriptions à mettre en œuvre sur le **bâti existant** sont déduites de celles réservées aux projets :

	Prescriptions sur existant
Zone Rouge Non constructible	Maintien du bâti qui permet : <ul style="list-style-type: none"> • L'aménagement dans le volume existant • Le changement de destination à condition de diminuer la vulnérabilité globale • L'extension sans augmentation de la capacité d'accueil à condition de ne pas aggraver la vulnérabilité globale
Zone bleue - Constructible avec prescriptions	Aménagements et extensions autorisées sous réserve de mise en œuvre des prescriptions

5.3– Plans de zonage

Les plans de zonage comprennent :

- le périmètre réglementé
- le périmètre des zones urbanisées au sens PPR, incluant les zones d'enjeux
- les différentes zones PPR. Les étiquettes figurant dans chaque zone renvoient aux fiches du règlement. Une flèche peut compléter la pastille ; elle indique le sens d'écoulement du phénomène à l'intérieur de la zone concernée.

Une zone peut contenir plusieurs références renvoyant à différentes fiches du règlement ; L'ensemble des mesures des différentes fiches est à prendre en compte.

Chaque pastille (ou étiquette) contient :

Une première lettre qui indique la couleur de la zone :

R = Rouge (ou orange) Inconstructible

B = Bleu : Constructible sous conditions

La deuxième lettre fait référence au phénomène (**Voir liste des lettres au point 3**) sauf pour le cas particulier de la zone « R » sans deuxième lettre correspondant aux zones non urbanisées non constructibles.

Le cas échéant, une 3ème lettre minuscule précisant l'intensité du phénomène

f = faible m = moyen .

Et enfin, parfois un numéro permettant d'identifier les valeurs de référence -détaillées dans chaque fiche- à prendre en compte pour le renforcement du bâti.

5.4 Le règlement

Le règlement constitue un document autonome qui contient tous les éléments utiles à sa compréhension, le présent paragraphe n'a pour objet que d'en rappeler les grandes lignes.

Le règlement définit des dispositions communes à toutes les zones, et énonce les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités ou les particuliers.

Le règlement définit les mesures associées à chaque zone du document cartographique.

Il précise pour chaque type de zones les règles applicables aux constructions nouvelles ou à tout usage nouveau du sol, ainsi qu'aux projets liés à l'existant, en distinguant les mesures d'interdictions, d'autorisations et les prescriptions assorties.

Pour chaque zone le règlement peut prévoir également des mesures visant à réduire la vulnérabilité des biens existants (prescriptions avec délais ou recommandations).

6 Mode d'emploi du PPR

Vous avez un projet ou un bien sur la commune.

- 1- **localisez votre bien** sur le **plan de zonage**.
- 2- **repérez la couleur** de la zone :
 - blanc : pas de risque identifié, ni de contrainte (hormis les dispositions générales du titre III du règlement)
 - bleu : zone constructible
 - rouge : zone inconstructible, sauf exceptions
- 3- en zone bleue ou rouge, **repérez les étiquettes** de la zone et **reportez-vous à la fiche** (ou aux fiches) correspondante(s) du **règlement**. Par exemple :
 - B-T : renvoie à la fiche B-T : zone **Bleue** d'aléa **Torrentiel** : zone constructible : la fiche précise les prescriptions à respecter.
 - Pour toutes les **zones rouges**, les projets nouveaux de construction d'habitation sont **interdits**. Seul des projets liés à un existant ou admis par dérogation dans le titre III sont autorisés, et doivent respecter les prescriptions des fiches « rouges »
 - R-T : renvoie à la fiche R-T : zone Rouge d'aléa **Torrentiel** : zone inconstructible. Seuls les projets liés à un existant ou autorisés au titre III sont admis. Ils doivent respecter les prescriptions de cette fiche
 - R-T, R-A : renvoie aux fiches R-T et R-A : zone rouge d'aléa **Torrentiel ET** zone rouge d'aléa **Avalanche** : il convient d'appliquer l'ensemble des prescriptions des 2 fiches, et de respecter les prescriptions les plus contraignantes.
 - R-A, B-T renvoie aux fiches R-A et B-T : zone rouge d'aléa **Avalanche** à laquelle s'ajoute des prescriptions liées à l'aléa **Torrentiel** présent sur la zone.
- 4- N'oubliez pas de consulter les 3 premiers titres du règlement qui traitent des mesures générales applicables en toutes zones
- 5- Vous souhaitez **en savoir plus sur l'aléa** qui menace votre bien :
Consultez les cartes des aléas et/ou la **note de présentation détaillée des aléas**

FIN DE LA NOTE DE PRESENTATION GENERALE

La présente note est complétée par la note de présentation détaillée des aléas et ses annexes :

Commune de Villaroger

Aménagement de la zone du Pré Zone d'intérêt stratégique

Janvier 2018

1. Les spécificités de Villaroger

Commune rurale au développement économique embryonnaire, Villaroger, située en Haute Tarentaise, entre Bourg Saint Maurice et Tignes, au pied du Mont Pourri, au cœur d'une vallée dotée de riches atouts touristiques, en hiver comme en été, présente des atouts majeurs et spécifiques sur lesquels elle souhaite appuyer son développement économique :

- Un territoire, très largement protégé, à 85%. Cette protection se décompose en 3 espaces :
 - Une présence au cœur du Parc National de la Vanoise, au pied du Mont Pourri, avec deux refuges saisonniers, le Turia et La Martin, qui occupe 1/3 de son territoire.
 - L'existence de la Réserve Nationale des Hauts de Villaroger, zone privilégiée de protection de la faune et de la flore, avec des résultats spectaculaires sur la protection des espèces telles que le tétras Lyre ou les chauves souris. Elle occupe un autre tiers du territoire.
 - La forêt protégée de Villaroger, qui sépare le domaine des Arcs de Villaroger, occupant 20% du territoire.

Cet ensemble de secteurs protégés sont pour la commune autant d'atouts qu'il convient de valoriser et qui imposent un développement touristique qualitatif et éco-responsable. Mais ces secteurs très développés créent une contrainte forte sur les espaces constructibles.

- Une juxtaposition de villages traditionnels, à forte personnalité, dont le mouvement de restauration du bâti ancien n'a pas compromis l'harmonie. Ces villages, chacun avec leur chapelle,

constituent un second atout de la commune, déjà valorisé par une politique régulière de restauration et d'entretien du patrimoine religieux et artisanal.

- Un relief abrupt, qui fait tout à la fois son charme et son attrait en hiver avec un domaine skiable technique , mais qui impose des contraintes urbanistiques fortes, avec des zones à bâtir concentrées sur une infime partie du territoire communal. Le PPR communal recense en effet de multiples zones à risque, soit par avalanche, soit par chute de pierres.

Le projet présenté vise à rendre constructible et touristiquement attractif le seul secteur de la commune qui se prête à un projet d'urbanisation touristique maîtrisé. Dans le cadre de la réflexion du PLU qui vient d'être menée à son terme, il a été confirmé que la prise en compte des secteurs protégés ne permettait d'établir qu'une seule et unique zone à construire : celle du Pré.

« Le secteur dit « Les Prés », intégrant le Pré devant, le Pré derrière et le Pertuis constitue la polarité touristique existante et en devenir. Ainsi, deux secteurs à urbaniser avec des fonctions touristiques (hébergements, aménagements, commerces...) sont inscrits au PLU.

Ces deux secteurs s'inscrivent dans la réflexion stratégique sur le développement touristique de Villaroger dans la perspective à court terme d'une réorganisation de la liaison skiable avec les Arcs.

Une étude de positionnement touristique est en cours. Elle viendra préciser les conditions d'aménagement de ce secteur stratégique. »

2. L'accélération du développement économique

- L'économie de Villaroger est encore largement dépendante de l'agriculture, sédentaire ou de transhumance, qui permet un entretien relativement satisfaisant du territoire, même si une vigilance permanente s'impose quant à la pérennité de l'engagement des exploitants.
- De façon connexe, s'est développée une activité, sur une partie de la commune à proximité des grands domaines internationaux de Tignes et Val d'Isère, d'artisanat florissante.

- Enfin, l'addition des investissements de particuliers pour la restauration de l'habitat ancien, a permis la création de nombreux gîtes d'accueil qui sont aujourd'hui l'embryon de l'activité touristique, dont le socle a été la construction en 1983 d'une liaison Télésiège, entre le village du Pré et le domaine des Arcs. La base de lits touristiques installée par la somme des initiatives privées est de 300. Ces remontées mécaniques ont un flux annuel important. Au-delà de ces chiffres, Villaroger est une composante importante dans le domaine de Paradiski-Les Arcs, avec un double apport, absolument complémentaire des autres secteurs ; celui d'un secteur à ski sportif et technique ; celui d'un secteur à forte personnalité environnementale, au travers des forêts et des secteurs d'alpage traversés.

La mise en œuvre du projet touristique global permettra d'accroître de 200 à 300 lits le potentiel d'accueil touristique par des initiatives individuelles et privées.

La commune de Villaroger travaille à une accélération de son développement touristique, attentive à ne pas compromettre ses atouts naturels et patrimoniaux. Ce projet est conduit, en prenant en compte trois contraintes :

- La contrainte foncière, qui amène, en faisant la synthèse des zones protégées, des zones à risque, à considérer un seul et unique espace de développement possible, sis entre les villages du Pré et du Pré derrière.
- Cet espace structure une seconde contrainte au regard de sa taille modeste (40 000 m²), celle d'un projet quantitativement modeste, au potentiel maximum de 1 000 lits.
- Cette taille impose en conséquence un projet à caractère qualitatif « haut de gamme », seul capable d'assurer à la chaîne des intervenants une performance économique pérenne, par la génération de forts revenus moyens à la chambre. Le caractère « haut de gamme » s'appuiera non seulement sur la qualité et la personnalité du bâti, mais également sur la qualité du cadre environnemental proposé.

La commune de Villaroger, sans attendre l'exécution du projet touristique, a accompli un travail préparatoire d'amélioration de la qualité des lieux d'accueil, en travaillant selon 4 axes :

- L'enfouissement des lignes électriques Basse Tension sur l'ensemble de son territoire, dans une double recherche de meilleure sécurité des approvisionnements en électricité, dans une région où les intempéries hivernales sont source de nuisances et de coupures trop fréquentes, et de plus grande beauté des sites et des panoramas offerts, sans altération de nombreux pylônes. Il ne s'agit là que du réseau de distribution et ce plan d'investissement d'un montant de 739K€ sera mené à son terme en 2019.
- La restauration de son patrimoine bâti, cela concernant les chapelles et les bâtiments communaux dont la destination et l'objet changent.
- L'habillage, dans un style traditionnel savoyard, de tous les éléments à caractère technique (bornes incendie, postes électriques...)
- Le défrichage systématique des secteurs à forte visibilité, non exploités, afin de contenir l'essor non maîtrisé de la forêt.

Le projet présenté dans cette note est une composante majeure d'un plan d'action déjà activé, sans laquelle la cohérence des plans d'action, et la faisabilité du projet touristique seraient largement compromises.

La cohérence de l'ensemble des composantes du projet passe par la réalisation d'un projet touristique éco-responsable. Cela se traduit par 4 orientations, constitutives du cahier des charges auprès des investisseurs pressentis, et acceptées comme telles par eux-mêmes.

- Un bâti bois aux normes énergétiques élevées. Les échanges que nous avons avec les investisseurs ne mènent à privilégier les normes allemandes, parmi les plus exigeantes au monde.
- En cohérence avec cette option, le recours exclusif aux énergies renouvelables, prenant en compte le photovoltaïque, la géothermie et la biomasse. Les arbitrages ultimes sur ces énergies seront rendus ultérieurement, mais il est précisé que la commune ne souhaite pas que le retour trop important au photovoltaïque qui ne doit pas devenir structurant des partis pris architecturaux.

- Un secteur touristique sans voiture. Cette ambition forte ne vise pas à interdire la voiture, mais à la limiter dans ses usages et à la dissimuler.
 - Création de 350 places de parkings couverts au total pour accueillir non seulement les résidents mais aussi les visiteurs à la journée.
 - Mise à disposition de véhicules à mobilité verte, du vélo à la voiture, pour stimuler le déplacement vert dans la proximité de la vallée
 - Politique de commercialisation du lieu touristique créé qui favorise l'usage du train pour y accéder.
- La technologie au service de la vertu environnementale. Chaque appartement sera équipé de tablettes qui informeront les visiteurs de la qualité de leur comportement sur l'usage de l'eau et de l'énergie. L'idée est de mettre à profit ces instants de vacances pour sensibiliser en douceur les visiteurs à l'accomplissement de nouveaux gestes sains pour l'environnement.

Il est précisé qu'au regard de son haut niveau d'exigence sur la maîtrise des énergies, la commune travaille avec Tignergie à la création d'un mini centrale hydro-électrique de 3MW sur son territoire, sur le torrent de Pissevieille.

3. L'impact économique du projet

Cet impact sera d'autant plus significatif que l'économie de Villaroger est à date embryonnaire. Il s'exprimera selon 4 phases successives :

- La phase préparatoire de terrassement et de construction.

Cette phase se déroulera sur 3 ans, selon un ordre qui vise à ne pas perturber l'exploitation des deux premières années, et qui consiste à la création de :

 - 350 parkings souterrains
 - 13 000m² de surfaces d'hébergement, cela équivalent à 200 appartements au format différent, et à 1 000 lits touristiques.
 - 4 000m² de surfaces commerciales et ludiques

L'ensemble de ces constructions représentent un investissement estimé à 80M€, et sera générateur d'une centaine d'emplois saisonniers, entre mai et novembre.

- L'investissement sur les infrastructures de ski et d'animation estivale
 - Création d'un réseau de neige de culture sur l'ensemble du domaine de Villaroger. Les travaux, commencés en 2016, se termineront en 2019. En 4 ans, 1,8M€ sont investis dans cet équipement
 - Renouvellement des remontées mécaniques, selon un schéma directeur en cours de validation avec l'opérateur du domaine skiable, la CDA.
 - Création d'infrastructures ludiques sur le domaine pour animer la saison d'été, en cours de réflexion avec les investisseurs pressentis.

Ces investissements représentent au total un montant de 25 à 30M€.

- La phase d'exploitation de l'activité d'hébergement et de restauration, durant laquelle seront employés en CDI annualisé 70 personnes, et en CDD saisonnier 50 à 70 personnes.
- La phase de développement des activités connexes, à caractère commercial, allant de la restauration, de l'alimentation, de l'activité sportive, qui emploiera progressivement 30 personnes.